

Communiqué de l'AFPS 14 octobre 2023 12h

Gaza : halte au massacre ! La France devrait agir pour le respect du droit



Actualisation des données (14h)

- ▶ **Nombre de mort-es à Gaza : 2215 personnes, dont 714 enfants**
- ▶ **Nombre de Blessé-es à Gaza : 8000 personnes**
- ▶ **Nombre de mort-es en Cisjordanie et à Jérusalem Est : 54 personnes**

Le monde s'est réveillé le vendredi 13 octobre avec le plan monstrueux des autorités israéliennes : un déplacement massif de toute la population du nord de la Bande de Gaza, y compris la ville de Gaza, vers le sud de ce minuscule territoire.

Outre le fait qu'il est impossible de déplacer un million de personnes en 24 heures et que celles-ci ne trouveront aucune infrastructure pour les accueillir, il faut comprendre ce que cela veut dire : une intervention terrestre qui menace de raser tout ce territoire dont la grande ville de Gaza, avec les habitations, les bureaux, les écoles, les universités, les centres culturels, les représentations internationales dont celles de l'ONU...

Faut-il rappeler aussi que depuis le 7 octobre la Bande de Gaza est soumise à un déluge de bombes, que des quartiers entiers sont rasés, que des familles sont décimées ? On compte déjà 1900 morts et 7700 blessés dont 614 enfants. Israël a décidé de couper tout accès à la nourriture, à l'eau, à l'énergie de la Bande de Gaza. C'est une catastrophe humaine sans précédent qui menace les hommes, les femmes et les enfants de Gaza.

En Cisjordanie dont Jérusalem-Est, la situation est également très grave : les attaques de l'armée et des colons contre la population palestinienne ont fait 51 morts et 950 blessés depuis le 7 octobre.

Les plus grandes organisations palestiniennes des droits de l'Homme, [dans un communiqué commun](#), appellent tous les Etats tiers à « protéger le peuple palestinien contre le génocide ». Ce n'est pas un mot qu'elles utilisent sans l'avoir mûrement pesé. Ce qui se prépare, c'est l'effacement d'un peuple, de ses moyens d'existence et de son cadre de vie.

Des centaines de civils israéliens ont subi des crimes de guerre que notre organisation a dénoncés. Mais ce que l'Etat d'Israël est en train de commettre, c'est un crime de guerre et un crime contre l'humanité d'une ampleur sans commune mesure contre le peuple palestinien.

Dans cette situation, la France continue de soutenir l'offensive militaire israélienne, avec des demandes de pure forme d'épargner les civils. Elle ne dénonce pas le siège total et catastrophique imposé à la population de Gaza, elle ne met pas en question le plan monstrueux de déplacement de la population et de destruction préparé par Israël, elle ne demande pas l'arrêt des bombardements qui détruisent des quartiers entiers et tuent massivement les civils.

Dans une démarche totalement inédite, le ministre de l'Intérieur entend museler le soutien au peuple palestinien en interdisant les rassemblements partout en France comme à Paris, Lille, Nantes, Grenoble, Lyon, Saint-Etienne, Strasbourg. Dans cette dernière ville elle a arrêté et mis en garde à vue des militant-es qui manifestaient pacifiquement. L'AFPS tient à exprimer toute sa solidarité avec les personnes appréhendées, elle exige leur libération immédiate et la levée de toute poursuite à leur égard. En réprimant toute expression de solidarité avec le peuple palestinien, les autorités françaises sont en train de créer de graves frustrations et de la division au sein de la société française, en contradiction totale avec l'appel à l'unité du président de la République.

Le président de la République se rend-il compte qu'en soutenant l'offensive israélienne il est en train de se rendre complice de crimes de guerre et de crimes

contre l'humanité ? Se rend-il compte des dégâts irréremédiables qu'il est en train d'infliger à la réputation internationale de la France et aux valeurs qu'elle est censée porter ?

L'AFPS demande solennellement aux autorités françaises de s'exprimer et d'agir pour un cessez-le-feu immédiat, l'arrêt de l'offensive israélienne contre la Bande de Gaza, la protection de la population palestinienne à Gaza et en Cisjordanie dont Jérusalem Est, et la reprise d'un processus politique. Il est temps, il est grand temps, que la France retrouve sa place au service du droit et au service de la paix.

Le Bureau national de l'AFPS, le 14 octobre à 12h00

[Signez et faites signer la pétition « Halte au massacre à Gaza »](#)

*Photo : 13 octobre 2023, des civil-es gazaoui-es fuient vers le sud du territoire après avoir reçu l'ordre de l'armée israélienne d'évacuer les villes et camps du nord en prévision d'une invasion terrestre. Les convois vers le sud ont été bombardés par des frappes aériennes israéliennes : 70 personnes ont été tué-es, 200 blessé-es -
Crédit : Mohammed Zaanoun (Active Stills collective)*